

## LE LOGEMENT

### LA REMISE EN ÉTAT DES LOGEMENTS LOCATIFS — LES COMPRESSIONS DES DÉPENSES

**M. Jim Karpoff (Surrey—Nord):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État à l'Habitation. Selon la *Canadian Housing Renewal Association*, l'élimination du volet locatif du Programme d'aide à la remise en état des logements entraînera le déclin des conditions de vie de beaucoup de Canadiens à revenus faible et moyen. En effet, c'est là le seul programme important qui permet aux gouvernements municipaux et locaux de rénover des logements insolubles et d'empêcher la transformation de certains logements en tours et en immeubles en copropriété extrêmement coûteux ou la démolition de certains logements. Quelles mesures le ministre va-t-il maintenant prendre, afin d'aider ces milliers de Canadiens, notamment les enfants, qui sont victimes de la crise du logement et qui vont maintenant être sans abri? Pourquoi ne garde-t-on pas ce programme?

**L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)):** Monsieur le Président, le député devrait savoir que le gouvernement et moi-même déplorons autant que lui de devoir réduire les sommes consacrées à ce programme de logements sociaux. Par contre, le député n'ignore pas, à l'instar de tous les Canadiens, qu'il y a quelques années, 18 p. 100 des recettes fiscales du gouvernement servaient à payer l'intérêt sur la dette nationale. Or, l'année dernière, la proportion était de 31 p. 100 et cette année, elle s'établira à 35 p. 100. Il n'y aura bientôt plus aucun programme de logements sociaux si cela continue. Afin de s'assurer de préserver les programmes de logement social au Canada, il faut s'attaquer au déficit.

**M. Karpoff:** Monsieur le Président, au rythme où le gouvernement va, il n'y aura certainement plus aucun programmes sociaux au Canada.

### LE LOGEMENT SOCIAL — LES RÉPERCUSSIONS DU BUDGET

**M. Jim Karpoff (Surrey—Nord):** Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Dans le budget, on sabre dans les programmes de logement social, on accroît les taxes sur les maisons et on essaie par tous les moyens de faire monter les taux d'intérêt, plutôt que de les réduire, afin de rendre les logements abordables. Le ministre peut-il nous donner une seule mesure dans ce budget qui permettra aux Canadiens de profiter de logements abordables?

**L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)):** Monsieur le Président, si le député se donne la peine d'examiner les prévisions budgétaires et le budget très attentivement, il s'apercevra qu'en fait, les crédits affectés aux logements sociaux s'élevaient à 1,6 milliard de dollars l'année dernière. Cette année, ils sont portés à 1,7

## Questions orales

milliard de dollars. On accroît donc de 100 millions de dollars le budget des logements sociaux.

\* \* \*

[Français]

## LES FORÊTS

### LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES — LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. A plusieurs occasions par le passé, le premier ministre a promis aux gens du secteur forestier qu'il s'engageait à accorder à ce secteur toute l'attention qu'il méritait, vu son importance pour l'économie du Canada. En outre, le premier ministre s'est engagé à établir un département qui serait responsable pour les forêts. Le Budget nous raconte une autre histoire. Il nous démontre une compression budgétaire de l'ordre de 28 millions, et une coupure de 44 années-personnes.

Est-ce que le vice-premier ministre peut dire à la Chambre si les engagements du premier ministre vis-à-vis du secteur forestier n'étaient que des promesses vides? Et comment peut-il réconcilier les coupures avec les engagements du premier ministre?

[Traduction]

**L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Forêts)):** Monsieur le Président, mieux vaudrait peut-être situer la chose dans le contexte approprié. Le député compare ce qu'il a lu dans le budget des dépenses avec les normes que le gouvernement actuel et le premier ministre ont établies. Or, ils viennent de redonner au service forestier canadien son rang de ministère à part entière et ils ont fait des progrès dans l'élaboration de la stratégie forestière. Un comité de ministres doit se réunir de temps à autre pour planifier les politiques à long terme de gestion intégrée des forêts de façon non seulement à préserver la valeur commerciale de nos forêts, mais aussi à bien gérer les autres essences. Si le député lisait seulement la documentation que je lui ai fait parvenir, il saurait que le gouvernement, loin d'envisager une réduction du budget des forêts, entend l'augmenter considérablement une fois que le service forestier se sera détaché une fois pour toute du ministère dont il faisait partie jusqu'à maintenant et qu'il sera devenu lui-même un ministère en titre.

### LES ACCORDS DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES FORESTIÈRES

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche):** Monsieur le Président, c'est au ministre d'État chargé des Forêts que je pose ma question supplémentaire. Par le passé, le ministre a fait savoir jusqu'à quel point les accords de mise en valeur des ressources forestières avaient été fructueux. L'année dernière, les crédits prévus dans le budget des dépenses à l'égard de ces accords atteignaient 139 millions de dollars. Cette année, ces crédits sont réduits de